

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 393 DU JEUDI 14 AOUT 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Conakry

Le Général Mamadi Doumbouya en visite inopinée dans certains départements



Incendie à Madina

P.2



Le GOHA appelle les commerçants à la vigilance et sollicite un accompagnement de l'Etat

Guinée

P.3



Des propositions d'El Hadj Mansour Kaba pour transformer les soucis en potentialités

UFDG

P.4



Exilé depuis trois ans, Cellou Dallein Diallo sort de sa réserve

Edito à vue d'Aigle

Un appel à manifester qui divise !

Dans une déclaration publiée dans la presse, les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent les trois principales formations politiques du pays (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR) appellent à manifester à partir du 05 septembre, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Guinée, pour protester contre la façon dont la transition est conduite par le tombeur d'Alpha Condé, le général d'armée Mamadi Doumbouya. Mais la question que beaucoup d'observateurs se posent est de savoir si cet autre appel sera suivi à la lettre...

Santé

P.3

Inauguration d'un nouveau centre de santé amélioré baptisé "Lauriane Doumbouya"

Guinée-Bissau :

P.8

Le président Umaro Sissoco Embaló officialise sa candidature en indépendant

Côte d'Ivoire

P.8

Marée humaine en Côte d'Ivoire pour réclamer la réintégration de Tidjane Thiam et Laurent Gbagbo

Édito à vue d'aigle



Un appel à manifester qui divise !

Dans une déclaration publiée dans la presse, les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent les trois principales formations politiques du pays (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR) appellent à manifester à partir du 05 septembre, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Guinée, pour protester contre la façon dont la transition est conduite par le tombeur d'Alpha Condé, le général d'armée Mamadi Doumbouya. Mais la question que beaucoup d'observateurs se posent est de savoir si cet autre appel sera suivi à la lettre. Certains Guinéens ont fait observer que les manifestations de ces quinze dernières années n'ont rien donné comme résultats probants, sauf des cas de morts et de destructions de biens

publics et privés. Pour d'autres, par contre, il faut manifester pacifiquement pour se faire entendre du CNRD et de son président, accusés à tort ou à raison de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. Le corps électoral a déjà été convoqué, par décret, pour le scrutin référendaire du 21 septembre 2025. Un comité inter-parties se met en place, à l'initiative de la Direction générale des élections, sans les formations citées plus haut et membres des Forces vives de Guinée. Comme on le sait, elles ont tenu au respect scrupuleux de l'accord de deux ans conclu avec la CEDEAO pour le retour à l'ordre constitutionnel. Elles ont agité de temps en temps le chiffon rouge des manifestations de rue pour faire bouger les lignes, politiquement parlant. Mais leur dernier appel à manifester dans le grand Conakry n'aura pas été largement suivi. Et comme beaucoup le craignaient, l'on a une nouvelle fois déploré des cas de morts en marge de ladite manifestation. Le constat sur le terrain est que le CNRD, le CNT et le Gouvernement Bah Oury semblent se satisfaire du déroulement du chronogramme de la transition, contrairement à certaines entités sociopolitiques, dont les FVG, qui ne ratent aucune occasion pour dénoncer entre autres la fermeture des médias, l'arrestation d'acteurs sociopolitiques, la disparition forcée d'activistes très critiques à l'égard du CNRD. Au lendemain de leur prise du pouvoir, l'ancien commandant du Groupe des Forces spéciales et ses compagnons avaient pourtant promis aux Guinéens des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne devrait être candidat. Ils sont désormais accusés par leurs détracteurs de ne pas respecter leurs engagements et de s'apprêter par conséquent à commettre un parjure.

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018

Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taryana, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com

Tél : (+224) 621 93 53 88

Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef: Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction: Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction: Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Abdoulaye Durack Bangoura

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub:

Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

Chef PAO: Abdoulaye Durack Bangoura

Imprimeur: Alseny Camara 628066445

Imprimerie: Imprimerie Lanyi

Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page: CMP-GAMS 629106363

Photographe: Moustapha Camara

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

INTERVIEW

GOHA

Le GOHA appelle les commerçants à la vigilance et sollicite un accompagnement de l'Etat

Les cas d'incendie sont devenus récurrents en Guinée. Pour une énième fois, le plus grand centre commercial du pays a été victime d'un brasier qui a détruit boutiques et magasins, mais aussi des sommes importantes. Le Groupe Organisé des Hommes d'Affaires déplore cette recrudescence d'incendie. Dans un entretien accordé à votre quotidien, le président du GOHA a invité les commerçants à surveiller d'habitude leur entourage. Mohamed Chérif Abdallah Haïdara a aussi invité les autorités à apporter leur assistance aux victimes de cet incendie.



L'Aigleinfos : Un nouvel incendie s'est déclaré à Madina faisant d'énormes dégâts. Qu'est-ce que le GOHA sait de ce brasier ?

Mohamed Chérif Abdallah Haïdara : C'est vraiment dommage ce qui est arrivé à Madina. Ça fatigue vraiment les commerçants et aussi il y a des incendies à répétition dans les marchés. C'est pourquoi il est nécessaire qu'ils redoublent de vigilance par rapport aux installations, branchements, et aussi être vigilants pour ne pas que des mauvaises personnes s'attaquent à eux. Cela a des conséquences sur eux dans ce grand marché mais aussi sur les autres marchés du pays.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que le Groupe Organisé des Hommes d'Affaires a prévu en matière d'accompagnement des victimes de cet incendie ?

Mohamed Chérif Abdallah Haïdara : Dans la mesure du possible nous avons toujours envisager d'accompagner les opérateurs économiques dans ce genre de situation. Mais vous savez, quand c'est trop, ça devient difficile pour tout le monde parce que l'engouement au début ne peut pas être pour toujours. Mais nous réitérons l'appel à la solidarité des autorités du pays pour ai-

der ces commerçants victimes de ces incendies à sortir de cette précarité.

L'Aigleinfos : Au-delà de cet appel à la solidarité, que dit le GOHA pour situer les responsabilités ?

Mohamed Chérif Abdallah Haïdara : Nous avons demandé aussi aux autorités de diligenter les enquêtes très sérieuses pour savoir l'origine de ces incendies-là pour mettre fin de façon définitive à ces phénomènes d'incendies en Guinée. Il n'y a que les autorités qui peuvent le faire. C'est pourquoi nous les sollicitons vivement.

L'Aigleinfos : Sur les images qui ont circulé, nous avons constaté que des commerçants ont perdu beaucoup d'argent dans les flammes. Quel appel avez-vous à lancer à leur endroit ?

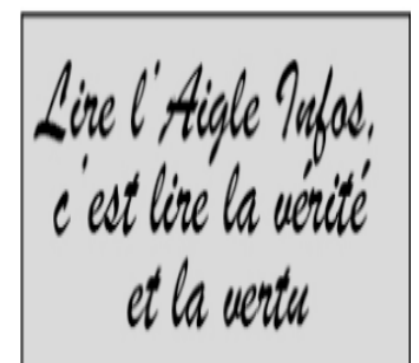
Mohamed Chérif Abdallah Haïdara : Par rapport aux commerçants qui gardent leur argent dans les boutiques et magasins, on ne peut rien dire. Mais ce que nous savons, c'est que beaucoup travaillaient sur la bancarisation. J'avoue que les banques aussi ne nous accompagnent pas sinon certaines avaient commencé très bien au départ mais elles ont délaissé par après. Nous savons pertinem-

ment que garder l'argent à la banque peut apporter. Mais si nous sensibilisons mais les concernés eux-mêmes sont réticents à cause du comportement de certaines banques, vous voyez ce que cela fait ?

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Mohamed Chérif Abdallah Haïdara, Président du Groupe Organisé des Hommes d'Affaires !

Mohamed Chérif Abdallah Haïdara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



INTERVIEW

Guinée

Des propositions d'El Hadj Mansour Kaba pour transformer les soucis en potentialités



Le développement de la Guinée, c'est le thème de notre entretien avec El Hadj Mohamed Mansour Kaba, leader politique et président du parti Panafricain de Guinée (PAG). Cet ingénieur de formation, diplômé de l'Université technique de Munich en Allemagne, soulève un problème de leadership pour le développement de la Guinée. Après

des années d'expérience passées dans d'autres pays, notamment en Côte d'Ivoire où il a joué un rôle clé dans le développement du pays, El Hadj Mansour Kaba fait des propositions pour aider la Guinée à sortir de l'ornière.

L'Aigleinfos : On dit souvent que la Guinée est un scandale géologique. Mais mal-

gré ces richesses du sol et du sous-sol, le peuple a du mal à joindre les deux bouts. Comment expliquez-vous cela ?

El Hadj Mohamed Mansour Kaba : La Guinée n'est pas seulement un scandale géologique, c'est aussi un scandale de l'intelligence. Les autorités de ce pays n'ont jamais eu une politique qui se rapproche des potentialités de ce pays. Ce sont les dirigeants qui ne sont pas au niveau de la population. C'est presque maintenant avec la transition qu'on commence à voir le bout du tunnel.

L'Aigleinfos : Sur le plan agricole, on dit souvent que la Guinée a beaucoup de terres arables mais très malheureusement la majeure partie des Guinéens ne mangent pas à leur faim. Qu'est-ce qui peut expliquer ce facteur ?

El Hadj Mohamed Mansour Kaba : Le peuple est travailleur. Il faut donner des moyens aux paysans de travailler

mieux et avoir plus de résultats. Nous avons formé des milliers d'agronomes, mais à quoi ont-ils servi ? Nous avons le fleuve Niger qui a 4300 kilomètres de longueur jusqu'à son embouchure au Nigeria. Il y a des milliers de terres cultivables autour de ces cours d'eau, mais la Guinée n'a même pas aménagé 100 hectares.

L'Aigleinfos : Vous avez un parcours remarquable dans la sous-région. En tant qu'ingénieur de formation, vous avez travaillé en Côte d'Ivoire comme directeur général adjoint du bureau d'étude d'ingénieur conseil. Pourquoi la ville de Conakry est-elle souvent inondée pendant la saison pluvieuse ?

El Hadj Mohamed Mansour Kaba : C'est un problème de gouvernants par rapport aux grands problèmes d'infrastructures du pays. La ville de Conakry est un vaste bidonville sans voiries, sans réseaux d'évacuation des eaux pluviales, sans réseaux d'électri-

cité. Il faut créer des grands lacs d'eaux douces pour recueillir les eaux et les utiliser à bon escient.

L'Aigleinfos : Quelles solutions préconisez-vous pour minimiser les cas d'inondations dans le grand Conakry ?

Elhadj Mohamed Mansour Kaba : Il faut créer des grands lacs d'eaux douces aux pieds des montagnes pour recueillir les eaux et les transformer en lacs. Cela servirait à développer l'agriculture, la pisciculture et le tourisme autour de ces lacs.

L'Aigleinfos : Merci à vous, El Hadj Mohamed Mansour Kaba, de vous être prêté aux questions de l'Aigleinfos !

El Hadj Mohamed Mansour Kaba : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Santé

Inauguration d'un nouveau centre de santé amélioré baptisé "Lauriane Doumbouya"

La proximité des soins médicaux, une priorité du gouvernement. Le vendredi 08 août 2025, les autorités de la transition ont procédé à l'inauguration d'un nouveau centre de santé. Cette nouvelle structure sanitaire est située au quartier Kobaya, dans la commune de Sonfonia. Elle porte le nom de la première Dame Lauriane Doumbouya.



L'objectif de ce centre de proximité est d'offrir aux populations, des services de qualité et adaptés. La cérémonie a été présidée par le Ministre Conseiller à la présidence de la République, Yaya Sow, représentant le Ministre directeur de cabinet, Djiba Diakité en présence des autorités communales.

Le centre de santé amélioré de Kobaya est un bâtiment R+1. Ce local comprend des services de consultation générale et spécialisée, un bloc opératoire, la maternité néonatale, un laboratoire d'analyse. Le Ministre de la Santé et de l'hy-

giène publique estime c'est un centre de vie, un lieu de prévention, de prise en charge et d'accouchement sécurisé, de vaccination, de promotion de la santé maternelle et néonatale, infantile et communautaire.

« L'infrastructure que nous inaugurons aujourd'hui, est le fruit d'une synergie parfaite. Elle est financée par le budget national de développement. Elle symbolise une rupture avec l'abandon, une réponse aux inégalités de soins et un engagement fort en faveur de la dignité humaine », a exprimé Dr Oumar Diouhé Bah.

La présidente de la délégation

spéciale de Sonfonia a invité ses citoyens à prendre soin et entretenir ce centre de santé pour le bien-être de tous. « Utilisons-le à bon escient, valorisons et prouvons que Sonfonia prend soin de ses acquis », a invité Madina Dansoko.

Yaya Sow, le Ministre Conseiller à la présidence de la République qui a présidé la cérémonie, a remercié la première Dame pour sa lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.

« Derrière tout grand homme, on dit toujours qu'il y a une grande Dame. Ce centre amélioré est un symbole fort de l'engagement en faveur du capital humain notamment la santé et le bien-être. Ce n'est pas seulement un bâtiment que nous inaugurons aujourd'hui, mais un espace dédié à la vie et à la santé permettant ainsi de rapprocher les services de santé à la population », a-t-il affirmé.

Samuel Demba. D

Interclubs de la CAF

Quelles chances pour les représentants guinéens ?

La Confédération Africaine de Football (CAF) a procédé le samedi 09 août 2025, au tirage au sort des tours préliminaires des interclubs de la prochaine saison. Les adversaires des deux représentants guinéens sont désormais connus. Il s'agit du Horoya AC (champion en titre) et de son dauphin, le Hafía FC.

Au premier tour préliminaire de la Ligue des Champions, le Horoya AC, champion de Guinée en titre, aura pour adversaire le vice-champion de la Libye, qui sera connu à l'issue des barrages qui se disputaient au moment où nous mettions sous presse. Le calendrier établi par l'instance dirigeante du football africain indique que les matchs-aller de ce premier tour préliminaire vont se dérouler du 19 au 21 septembre 2025. Les matchs-retour seront eux disputés du 26 au 28 septembre. Quant au deuxième tour préliminaire, il est programmé pour le mois d'octobre 2025. Il est à espérer que le club champion de Guinée réussira à s'ouvrir les portes de la phase de groupes de la plus prestigieuse des compétitions interclubs sur la scène continentale. En Coupe CAF, les Vert et blanc du Hafía FC (vice-champion de Guinée) croiseront le fer, en aller-retour, avec les Sierra-Léonais de Banthal FC, au tour préliminaire. Pour le match aller, le Hafía FC ira défier Banthal FC, à Freetown, à

partir du 19 septembre prochain. Au match retour, le triple champion d'Afrique des clubs champions (1972, 1975, 1977) va devoir accueillir le club sierra-léonais hors de la Guinée qui, on le sait, ne dispose pas de stade homologué par la CAF et la FIFA. Le vainqueur de cette double confrontation va en découdre avec les Algériens CR Belouizdad au second tour préliminaire de la compétition. Pour rappel, depuis le triplé du Hafía FC en C1 dans les années 70 et le sacre du Horoya AC en C2 en 1970, les clubs guinéens peinent à aller au bout de deux interclubs de la CAF.

Kèfina Diakité

*Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

Référendum du 21 septembre Cellou Dalein Diallo dit ne pas être concerné par le scrutin

Dans une interview accordée lundi 11 août 2025 à RFI, le chef de file de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo a abordé plusieurs sujets relatifs à l'actualité socio-politique guinéenne. Il a martelé ne pas concerné par le référendum constitutionnel prévu le 21 septembre prochain.



« L'UFDG ne se sent pas concernée par cette opération, parce que d'abord, la junte n'a jamais accepté qu'il y ait un dialogue pour définir les termes dans lesquels le retour à l'ordre constitutionnel serait organisé. Elle a toujours fait ce qu'elle a voulu », a déclaré Cellou Dalein Diallo. Et d'ajouter : « Nous sommes en train de nous concerter, car au-delà de nos coalitions, il y a beaucoup d'autres partis politiques et des organisations de la société civile qui n'acceptent pas cette constitution imposée, dans la mesure où elle comporte une violation des engagements pris et du serment que le Général avait prêté, celui de ne pas candidater, ni lui-même, ni les membres du CNRD, ni les membres du

Gouvernement... Nous sommes en train de voir comment nous pourrions nous organiser pour effectivement nous opposer à cette autre forme de coup d'État contre le peuple de Guinée, contre les droits et les libertés des Guinéens de choisir librement leurs dirigeants. Car vous suivez sans doute toutes ces mobilisations, tous ces 'mamayas', comme on le dit chez nous, pour promouvoir et justifier la candidature de Doumbouya, présenté comme un homme providentiel qui doit poursuivre ses chantiers. Pourtant, sa gouvernance a été catastrophique pour le peuple de Guinée, marquée par une violation massive et récurrente des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi

que par des disparitions forcées. Vous connaissez le cas de Foniké Mengué, Billo Bah, Marouane et Minage, au moins quatre acteurs majeurs de la société civile et du journalisme qui sont portés disparus et dont on n'a toujours pas de nouvelles. »

Kéfina Diakité



Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Cellou Dalein Diallo aux militants de l'UFDG

« Le retour à l'ordre constitutionnel est abandonné... »

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) a tenu son assemblée générale hebdomadaire le samedi 09 août 2025. En visioconférence, Cellou Dalein Diallo, a mis cette occasion à profit pour féliciter les femmes de l'UFDG pour leur combat, leur loyauté et leur fidélité, tout en martelant que l'heure est à l'action parce que, selon lui, le retour à l'ordre constitutionnel serait abandonné.

« Le retour à l'ordre constitutionnel est abandonné. Nous assistons à un processus de confiscation du pouvoir par l'armée, qui avait pourtant promis de le restituer aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes », a martelé l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo. Il a par ailleurs accusé les autorités actuelles d'avoir changé d'agenda pour conserver le pouvoir. « Soyez prêts pour que nous puissions continuer notre combat. Nous voulons certes le pouvoir, mais notre lutte ne se limite pas à sa conquête. Nous voulons que les droits et libertés des citoyens soient respectés, que ce soient eux qui choisissent leurs représentants à tous les niveaux : conseil communal, Parlement et présidence. C'est ça l'objectif », dira Cellou Dalein Diallo, tout en réaffirmant son attachement à des élections

libres et transparentes. « Si nous gagnons, nous mettrons en œuvre les réformes pour changer la Guinée. Si un autre gagne honnêtement, dans le respect des règles, nous le féliciterons et lui apporterons notre soutien. Mais nous ne cautionnerons pas la confiscation du pouvoir... L'heure est à l'action, donc soyez prêts et mobilisés. Les mots d'ordre viendront bientôt des Forces Vives, de l'ANAD et de la direction nationale de l'UFDG. Félicitations aux femmes de l'UFDG, félicitations à mes collaborateurs qui sont restés au pays et fidèles, parce que ce n'est pas facile. La lutte est devenue difficile. Lorsqu'on critique ou qu'on dénonce, on risque des enlèvements nocturnes, des bastonnades, voire des disparitions forcées... », a déclaré Cellou Dalein Diallo.

Kéfina Diakité

Sénégal

A Touba, le Grand Magal et les milliers de fidèles mourides réunis dopent l'économie

Mercredi 13 août 2025, la communauté musulmane Mouride se retrouve à Touba pour le Grand Magal, le plus grand rassemblement religieux du Sénégal. Un événement qui mêle ferveur spirituelle et enjeux économiques considérables. Le Grand Magal commémore l'exil, en 1895, de Cheikh Ahmadou Bamba, fondateur du mouridisme. Déporté par le pouvoir colonial français au Gabon pendant près de sept ans, il est devenu pour ses disciples un symbole de résistance pacifique et de foi inébranlable. Le Magal est créé en 1921 et instauré officiellement en 1928 par son successeur, le deuxième calife. Les fidèles viennent de tout le Sénégal, mais aussi de la diaspora : France, Italie, États-Unis... « Pour un Mouride, le Magal constitue un moment privilégié pour se ressourcer, visiter les lieux saints de la confrérie, notamment la mosquée, les tombeaux des saints, les cimetières, et également d'aller rencontrer son marabout et les condisciples », explique le Dr Cheikh Gueye, membre du pôle d'experts du comité d'or-

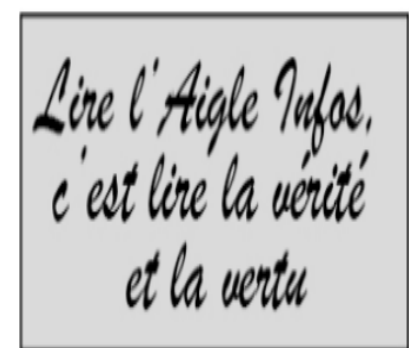
ganisation du Magal de Touba. « C'est un moment de partage, de festins, de prières et de chants religieux », ajoute-t-il. Le Magal génère l'équivalent de 380 millions d'euros de retombées économiques. Derrière cet immense rassemblement spirituel, il y a aussi un impact économique impressionnant. Pendant ces quelques jours, Touba se transforme en un gigantesque marché à ciel ouvert. Selon une étude menée en 2016 par l'Université Alioune Diop de Bambey, le Magal génère environ 250 milliards de francs CFA de retombées économiques (soit environ 380 millions d'euros). Un fidèle dépense en moyenne 105 000 francs CFA (160 euros) lors du Magal, répartis entre donations, achats personnels et contributions aux familles d'accueil. De leur côté, les ménages toubois mobilisés pour accueillir les pèlerins investissent en moyenne 1,4 million de francs CFA (2 134 euros) pour l'hébergement et la prise en charge. Les commerçants de denrées alimentaires, de textiles ou de téléphones voient leurs ventes tripler.

Un boom qui commence bien en amont du Magal. Selon Cheikh Gueye, l'événement permet « pendant au moins trois mois de préparation d'importer plus de produits de consommation, le riz, l'huile, le sucre. Mais également dans le domaine de la construction, et des matériaux de construction, puisque toute la ville se prépare en construisant ou reconstruisant les maisons et les sites d'accueil ». Le transport est un autre secteur très sollicité : cars, bus et taxis font le plein, parfois à des tarifs doublés. La diaspora mouride participe largement : ceux qui ne peuvent pas venir envoient de l'argent depuis les quatre coins du monde. Et cette année, une nouvelle étude, menée conjointement par l'Université de Bambey et celle de Touba, doit actualiser ces données, en intégrant l'impact sur l'énergie, la santé, l'agroalimentaire et l'environnement. Après les récentes pluies diluviennes, la fête du Grand Magal se fera les pieds dans l'eau pour beaucoup de résidents de Touba. Des centaines de milliers de fidèles mourides convergent depuis quelques jours vers

la ville religieuse de Touba. Mais tous les cœurs ne sont pas à la fête : dans certaines zones, l'eau des pluies diluviennes d'il y a une semaine n'a pas encore été évacuée. Plusieurs familles demeurent dans le désarroi et demandent à l'État de trouver une solution définitive à ses inondations. Nguiranène, un quartier de la périphérie de la mosquée de Touba, fait partie des zones touchées par les inondations. Ici, le Magal ne pourra se faire dans certaines maisons encore inondées ou dont l'accès est rendu difficile du fait des eaux stagnantes des dernières pluies. « On ne peut presque pas sortir à cause de l'eau. En plus, les tarifs des transports ont augmenté et les véhicules ne veulent même pas nous transporter jusqu'ici. Qu'on nous aide avec des motos pompes, au moins ! Le Magal se fera les pieds dans l'eau ! » Même son de cloche chez Abdou Touré Balla. Lui va célébrer le Magal, mais avec bien moins d'invités cette année : accéder à sa demeure est un véritable parcours du combattant. Il demande à l'État d'agir vite : « Vous voyez

ici ? Nous sommes épuisés à cause de l'eau, impossible d'aller et venir comme on veut, nous avons prévu des invités, mais certains ne viendront pas à cause des nombreux détours qu'il faut faire pour arriver jusqu'à notre maison. Nous, qui vivons ici, c'est moins compliqué comparé aux non-résidents. L'État doit nous venir en aide ! » Après les fortes pluies de ces derniers jours, l'accalmie redonne un peu d'espoir aux familles touchées par les inondations. Une situation qui nécessite des mesures définitives pour la deuxième plus grande ville du Sénégal.

RFI



Souleymane Souza de l'UFDG

« Makanéra ne nuit qu'à lui-même... »

Pour Souleymane Souza Konaté de l'UFDG, Alhoussein Makanéra Kaké, l'actuel coordinateur de la Synergie GMD2025, ne serait qu'un mauvais chroniqueur de l'Histoire et un piètre politique. C'était ans une nouvelle tribune publiée dans la presse.



« Il avait promis un grand déballage, des révélations explosives... Mais il n'en fut rien. Aucun secret dévoilé, aucun fait nouveau. Juste du charabia, des répétitions et des absurdités dont seul Makanéra Kaké a le secret. Il confirme une fois de plus que l'on ne peut attendre que le pire d'un homme en conflit avec lui-même et rongé par une conscience troublée. De Gaulle disait que la vieillesse est un naufrage. On pourrait ajouter que Makanéra est un cancre politique et une catastrophe morale. Il

pense à contresens, parle à tort et à travers, et tente de réécrire l'Histoire pour se valoriser, lui qui n'a jamais été un acteur de premier plan. Griot de tous, fidèle de personne, il s'invente un passé glorieux que personne ne lui reconnaît. Il n'a jamais été une figure du combat démocratique. C'est un décret malheureux du président Alpha Condé qui l'a fait connaître, mais la farce n'a pas duré. Depuis, il multiplie les sorties confuses, motivées par l'amertume d'avoir été écarté et son obsession de retrouver un poste.

Makanera se compare aujourd'hui aux grandes figures comme Bâ Mamadou, Siradiou Diallo, Alpha Condé ou Jean-Marie Doré. C'est une prétention ridicule, car il n'a jamais été qu'un figurant, parfois même un parasite. Il tente désormais de se faire passer pour un héros national, alors qu'il n'a jamais joué de rôle déterminant, ni dans les décisions publiques, ni dans les urnes. Frustré, il s'attaque régulièrement à Cellou Dalein Diallo, dont il envie la popularité et la réussite politique. Au lieu d'un examen de conscience, il préfère la calomnie. Mais ce n'est pas la faute de Cellou s'il fait de l'ombre à ceux qui rêvent de sa place. Pendant que certains gesticulent, lui convainc et gagne les élections. Makanera, qui lit sans comprendre, écoute sans entendre et parle un français hésitant, nage dans la confusion. Il insinue que Cellou se serait enrichi sans preuve, alors que ce dernier, malgré ses hautes fonctions, est res-

té exemplaire. Incapables de l'attaquer sur sa gestion, ses détracteurs se rabattent sur la calomnie, espérant que « quelque chose en restera ». Cependant, à force de diffamer, Makanéra ne nuit qu'à lui-même. Ses mensonges ne font pas mouche ; ils le décrédibilisent. Cellou Dalein, lui, est un éléphant que la piqure d'une guêpe ne peut atteindre. Il a géré des milliards sans que l'on ne retrouve un seul franc manquant. Qui dit mieux ? Quant à l'indemnisation qu'on lui reproche, elle n'a été ni demandée, ni décidée par lui. Elle résulte d'une mesure gouvernementale prise par le Premier ministre de transition pour réparer des injustices. Cellou a d'ailleurs utilisé cet argent pour soutenir les victimes des violences politiques : des militants blessés, mutilés ou tués pour avoir cru en l'UFDG. Contrairement à Makanera, l'argent n'est ni sa religion, ni sa motivation. Makanera, lui, est toujours en quête de privilèges. Il a mangé

dans la main de Damaro Camara, de Kassory Fofana, allant jusqu'à donner le prénom de ce dernier à son propre fils. Aujourd'hui, il les ignore, désormais inutiles pour ses ambitions. C'est le comble de l'ingratitude. Et Dieu ne reste pas indifférent à de telles trahisons. Si Dieu existe vraiment, alors Alhoussein Makanéra Kaké est un homme en sursis, aux portes du châtiement. », a martelé Souleymane SOUZA KONATÉ, coordinateur de la Cellule de Communication de l'UFDG.

Kaba Kankoula

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com
Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Conakry

Le Général Mamadi Doumbouya en visite inopinée dans certains départements

Le président de la transition s'est offert un bain de foule à Kaloum, lundi 11 août 2025, dans le principal centre administratif du pays. Pour l'une des rares fois ces derniers temps, le général Mamadi Doumbouya est sorti de son palais présidentiel pour aller à la rencontre de ses cadres.



C'est suite à une promenade de santé, comme l'indique la présidence, que le patron du palais Mohammed V a effectué des visites inopinées dans deux départements ministériels dont la Primature. Au cours de cette promenade, l'homme du 05 septembre a discuté de quelques problèmes majeurs du pays avec le chef de l'administration guinéenne. Profitant d'une promenade de santé sous un ciel clément, le Président de la République, le Général Mamadi DOUMBOUYA, a effectué une visite inopinée au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche

scientifique et de l'Innovation et à la Primature. Il y a rencontré le ministre Alpha Bacar BARRY, par ailleurs président du Conseil des ministres du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur), alors que se tenait une réunion de travail du bureau exécutif de l'institution. Les participants validaient la feuille de route du président du Conseil des ministres du CAMES. Cette visite illustre l'importance que la Guinée accorde à cet organisme panafricain, acteur clé dans l'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur et de

recherche sur le continent. Sous l'impulsion du général Mamadi DOUMBOUYA, l'État guinéen fait de la promotion de l'excellence dans l'éducation, la recherche et l'innovation une priorité, notamment à travers la création d'établissements de référence, a écrit la présidence de la République. Poursuivant son déplacement, le Chef de l'État s'est rendu à la Primature, où il s'est entretenu avec le Premier ministre, Amadou Oury BAH. Ce dernier a saisi l'occasion pour faire le point sur sa récente mission en Côte d'Ivoire, où il avait re-

présenté le Président de la République lors des festivités du 7 août marquant la fête de l'indépendance de ce pays frère. Les échanges ont également porté sur la problématique du déplacement de la décharge de Dar-es-Salam, un dossier d'importance pour l'assainissement et l'aménagement urbain de Conakry. Le Premier ministre, Amadou Oury Bah revenant sur sa rencontre avec le président de la transition, a déclaré que ce dernier a donné son accord de principe pour le projet de la décharge de Dar-es-Salam, jugé crucial pour l'assainissement et l'aménagement urbain de la capitale. Mais ce n'est pas tout. A en croire Bah Oury, il a aussi été question de faire le compte rendu de son voyage en Côte d'Ivoire, où il a représenté le président Doumbouya lors des célébrations du 65e anniversaire de l'indépendance. Avant d'ajouter : « j'avais profité

pour visiter l'ancienne décharge d'Akouedo, qui a été transformée avec succès ». Parlant de cet exemple, le Premier ministre a exprimé l'ambition de son gouvernement de faire de même pour la décharge de Dar-es-Salam. L'objectif est de transformer Conakry en une capitale propre, assainie et agréable à vivre. « Notre ambition, c'est de faire la même chose en ce qui concerne la décharge de Dar-Es Salam. Et là, le Président marque son accord de principe pour que nous aussi, que nous allions vers la transformation pour une ville, une capitale propre, assainie, où il fait bon vivre », a-t-il expliqué. Cette sortie du Chef de l'État s'est inscrite dans le cadre d'une randonnée pédestre à travers Kaloum, offrant au Président de la République l'occasion de communier directement avec les citoyens.

Samuel Demba. D

Vie de la nation

Tibou Kamara appelle les Guinéens à la retenue

Dans une nouvelle tribune publiée dans la presse et intitulée « Ressaisissons-nous », Tibou Kamara, ancien ministre d'Etat sous Alpha Condé, invite les Guinéens à faire preuve de retenue, par rapport aux actes posés au quotidien par les uns et les autres. A la une Tribune



« Qui n'a jamais eu mal à la Guinée ? Qui peut être fier d'être citoyen d'un pays où l'on ne sait plus s'indigner, où l'on laisse tout faire, où l'on permet tout à tout le monde ? Qui ne ressent pas de la douleur à l'idée d'appartenir à une société qui ne frémit pas devant certains actes inappropriés et malfaisants, qui ne s'offusque pas de propos indécents, de déclarations incongrues et incendiaires ? Puis on s'étonne que tout soit sens dessus dessous, que les travers soient la chose la mieux partagée, que les honnêtes gens soient harcelés et invectivés par les canailles, que les sujets brillants et les personnes intègres se retrouvent marginalisés et écrasés, que les plus méritants soient mis à l'écart au profit des plus bavards et accommodants. Bref, dans une société complaisante et résignée, il n'y a ni exigences morales, ni valeurs sacrées, ni émulation saine : il n'y a que frustrations, vexations, colères et rancœurs. La révolte découle toujours d'un effet d'agacement et de satura-

tion. On ne parle plus des luttes des classes, qui alimentaient autrefois toutes les tensions sociales. Nous sommes désormais plongés dans un contexte de batailles de positionnement et de querelles d'ambitions qui abîment la République, dénaturent le débat, inhibent les meilleures énergies, les grands esprits, les fortes intelligences. Est-ce tout cela que Dostoïevski avait pressenti pour nous alerter, lorsqu'il disait : « La tolérance atteindra un tel niveau que les personnes intelligentes seront interdites de toutes réflexions pour ne pas offenser les imbéciles » ? En sommes-nous déjà là, ou en courons-nous le risque ? Chacun est libre d'y répondre. En attendant, la confusion continue de régner, le malaise est réel, le mal est plus profond et pernicieux encore qu'il n'y paraît. Lorsqu'on veut définir avec bienveillance et élégance une personne ayant perdu la raison, on dit qu'elle ne s'impose plus aucune censure. Prosaïquement, on dit qu'elle n'a plus

de "freins" : ni limites, ni pudeur, ni conscience. Qui est fou, qui ne l'est pas ? La retenue a-t-elle encore un sens, une importance, ou le laisser-aller et le libre arbitre ont-ils triomphé ? Le mal de la démocratie, qui ne fait de bien à personne et nuit considérablement à la collectivité, c'est la liberté reconnue à chacun de s'exprimer sans tabous ni trop de restrictions. C'est la latitude donnée à chacun de toiser les puissants, de se mesurer aux plus valeureux et représentatifs de la société. Alors que les hommes ne seront jamais égaux que par principe et en apparence, ni comparables les uns aux autres, on entretient l'illusion que tous se valent. Pourtant, certains seront toujours au-dessus des autres. L'égalité des chances reste un leurre, la justice sociale un éternel mirage. La nature a ses lois, les hommes ont leurs tares. L'injustice commence dès la naissance et demeure ancrée en chacun, comme le rappelle Frédéric Mistral : « Les cinq doigts de la main ne sont pas tous égaux

». En revanche, les comportements déviants, la délinquance publique, n'ont rien de naturel ni de congénital. C'est un choix de vie ou de carrière. **QUAND L'OUTRANCE BALAFRE LA RÉPUBLIQUE** En politique, on retrouve les mêmes pratiques permissives qui minent le pays, car la vie publique est tributaire des mœurs en cours. Heureusement que d'une élection à l'autre, grâce au bulletin de vote, on peut recalcer certains, bannir d'autres. Dans les urnes, on peut exprimer une préférence, faire un choix discriminant et discriminatoire, qui n'est souvent qu'une forme de "sanction". Dans ce cas de figure, personne ne peut trouver à redire ni crier au scandale. C'est dans le débat public qu'on refuse d'admettre un ordre de préséance défini. On ne veut pas entendre parler de primauté ou de supériorité. Nul ne peut empêcher un autre de prendre la parole même s'il ne pèse rien, ne représente personne, et que ce qu'il dit manque de substance, de rigueur intellectuelle et d'éthique. Aussi, subissons-nous, à long terme de journée, la violence et l'affront insupportables de déclarations et prises de position tapageuses et peu orthodoxes, qui donnent à désespérer de l'espèce humaine. On est tenté de croire que le droit de parole et la liberté d'expression accordés à tous sont pour beaucoup un prétexte parfait pour heurter l'opinion et la conscience publiques. On se permet toutes les transgressions, au-delà de toute mesure. Certains acteurs ont fait de l'impudence et des outrances leur ADN politique et leur marque distinctive, si ce n'est leur iden-

tité remarquable. D'autres, qui se réclament leaders et faiseurs d'opinion, convaincus d'être doués pour la rhétorique et les polémiques, ne se fixent plus de limites, ne s'encombrent d'aucun scrupule dans leurs prises de parole. Et pourtant, l'espace public est sacré et ne peut être considéré comme le réceptacle de toutes les infamies et de la déchéance humaine. « Tout est permis ne veut pas dire que rien n'est défendu », met en garde Jean-Paul Sartre. Depuis quelque temps, à en juger par tout ce que l'on entend, lit et voit, tout semble permis, et plus rien n'est défendu. Les pouvoirs publics devraient être les premiers à se préoccuper des penchants répréhensibles et des dérives, car si la chienlit règne, c'est l'ordre public et la paix sociale qui seront troublés, c'est l'anarchie qui finira par s'installer. Surtout lorsque ceux qui dépassent les limites et brillent dans les excès, pour jouir de l'impunité, se rangent derrière le pouvoir en place, s'affilient aux dirigeants. Il vaut mieux chercher des partenaires pour construire la paix que subir des alliés qui veulent nous entraîner dans la guerre. Si le ton libre est autorisé, la violence verbale ne doit pas prospérer, la délinquance politique ne devrait pas être tolérée. Il est aussi périlleux de laisser transgresser les valeurs communes que de donner le sentiment que certains sont au-dessus de la loi tandis que d'autres sont vulnérables, en fonction du camp auquel ils appartiennent et du bord qu'ils ont choisi de défendre. », a écrit Tibou Kamara, ancien ministre d'Etat sous Alpha Condé.

Kèfina Diakité

Amériques

Les États-Unis dénoncent une «détérioration» des droits humains en Europe dans un rapport critiqué

Dans son rapport annuel sur les droits humains dans le monde, la diplomatie américaine dénonce une dégradation de la liberté d'expression dans certains pays d'Europe, dont la France, et elle passe sous silence certains abus commis dans des pays alliés. Compilée à l'origine par l'administration Biden, cette édition 2024 a été profondément modifiée par le gouvernement de Donald Trump et suscite de nombreuses réserves. « La situation des droits de l'homme s'est détériorée l'an dernier » « en France, en Allemagne et au Royaume-Uni », selon ce rapport sur les droits humains dans le monde en 2024, qui est censé refléter les nouvelles priorités de politique étrangère du président américain Donald Trump.

Le document pointe notamment la montée des violences antisémites en France et en Allemagne, et cible « des informations crédibles faisant état de restrictions graves à la liberté d'expression » dans l'hexagone. Concernant le Royaume-Uni, Washington insiste longuement sur une nouvelle loi sur la sécurité en ligne, obligeant les réseaux sociaux à censurer notamment les contenus d'appel à la violence raciale, explique notre correspondante à New York, Juliette Gheerbrant. Cette législation, qui doit servir à mieux protéger les enfants, avait suscité les vives critiques du réseau social X d'Elon Musk. Des critiques qui font écho aux déclarations du vice-président américain JD Vance au tout début de la présidence Trump, lors de la conférence de Munich sur

la sécurité ou de la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) de Washington. Un rapport expurgé Dressant un tableau de la situation des droits humains dans le monde, pays par pays, le rapport annuel du département d'État, qui heurte bien souvent nombre de gouvernements, est généralement publié au printemps. Mandaté par le Congrès américain, il est considéré par les experts comme faisant référence. Mais s'il a été en partie rédigé sous la précédente administration du démocrate Joe Biden, le département d'État actuel à l'amendé et restructuré afin d'y intégrer les priorités du gouvernement de Donald Trump, par exemple contre les politiques favorisant les programmes de diversité ou l'avortement. Le rapport préparé par l'administration Biden a été réduit des deux tiers et des chapitres entiers ont été supprimés sur ordre de la Mai-

son Blanche. La nouvelle version insiste sur la liberté d'expression, mais ne fait plus état du droit à un procès équitable, de la corruption, des droits LGBTQ+ ou des violences contre les femmes, exception faite pour l'Afghanistan. Devant la presse, la porte-parole du département d'État, Tammy Bruce, a défendu un rapport abrégé pour être plus lisible, et qui doit refléter les priorités et les valeurs du gouvernement en place. « Les rapports de cette année ont été simplifiés afin d'être plus utiles et accessibles sur le terrain et par les partenaires, et afin de mieux répondre au mandat législatif sous-jacent et de s'aligner sur les décrets de l'administration », est-il ainsi écrit dans le document. Des élus de l'opposition démocrate ainsi que des ONG se sont inquiétés que le rapport s'aligne sur la politique de Donald Trump et ne dresse pas un tableau sincère des

violations des droits humains dans le monde. « Les mesures prises par l'administration Trump pour édulcorer et politiser ces rapports compromettent leur objectif même et nuisent à la crédibilité du département d'État lui-même », a fustigé la semaine dernière le sénateur démocrate Chris Van Hollen, selon un communiqué.

RFI

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Lisez le journal
numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com
Votre site indépendant d'information tous azimuts.

UFDG

Exilé depuis trois ans, Cellou Dalein Diallo sort de sa réserve

Depuis la Côte d'Ivoire où il s'est exilé, le président de l'Union des Forces Démocratique de Guinée suit de près la situation sociopolitique du pays. Invité de RFI, lundi 11 août 2025, Cellou Dalein Diallo a passé au peigne fin des sujets brûlants de la Guinée tant sur un aspect global mais aussi sur le plan personnel. Moment opportun pour le président de l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie de répondre au Premier Amadou Oury qui a tenté de justifier le refus d'un droit civique à son égard.



Sa prise de parole était attendu après celle du Premier ministre Bah sur les antennes de RFI. Alors que la campagne de vulgarisation du projet de nouvelle constitution bat son plein en Guinée, Cellou Dalein Diallo ne se sent intéressé par cette campagne. « L'UFDG ne se sent pas concernée par cette opération parce que, d'abord, la junte n'a jamais accepté qu'il y ait un dialogue pour définir les termes dans lesquels le retour à l'ordre constitutionnel soit réorganisé. Et elle a toujours fait ce qu'elle a voulu. Et donc, l'UFDG et les coalitions dont on est membre ne se sentent pas concernées », a-t-il répondu. Au sein de l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD), des concertations sont en cours pour s'opposer à cette démarche. Pour l'op-

posant, le but de cette campagne est de permettre au Général Mamadi Doumbouya de se présenter. Ce qui est selon lui, une confiscation du pouvoir. « Nous sommes en train de nous concerter puisque, au-delà de nos coalitions, il y a beaucoup d'autres partis politiques et d'organisations de la société civile qui n'acceptent pas cette Constitution imposée, dans la mesure où elle comporte une violation des engagements pris et du serment que le général avait prêté : de ne pas candidater, ni lui-même, ni les membres du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), ni les membres du gouvernement. Donc, nous sommes en train de voir comment nous pourrions nous organiser pour effectivement s'opposer à cet autre coup

d'État contre le peuple de Guinée, contre les droits et libertés des Guinéens de choisir librement leurs dirigeants. Parce que vous suivez sans doute toutes ces mobilisations, toutes ces « mamaya » comme on le dit chez nous, pour promouvoir, justifier la candidature de Mamadi Doumbouya qu'on veut présenter comme un homme providentiel qui doit continuer justement ce chantier, alors que sa gouvernance a été catastrophique pour le peuple de Guinée, marquée par une violation massive et récurrente des droits humains et des libertés fondamentales, marquée par les disparitions forcées. Vous connaissez Foniké Mengué, Billo Bah, Marouane Camara, Sadou Nimaga. Il y a au moins quatre acteurs majeurs de la société civile et des journalistes qui sont portés disparus et dont on n'a pas de nouvelles jusqu'à maintenant. Je ne parle pas de la corruption et de détournement des deniers publics. Avec la manne minière comme vous le savez, la bauxite aujourd'hui s'exporte. Ils vont faire peut-être 200 millions de tonnes cette année, contre une vingtaine de millions en 2015. Et donc, il y a de l'argent », a dénoncé le président de l'UFDG. Quel moyen va-t-il exploiter pour s'opposer à ce qu'il dénonce ? L'ancien Premier ministre ne veut pas aller vite en besogne. Cepen-

dant, il ne se montre pas du tout confiant par rapport à ceux qui sont censés diriger le vote référendaire. Car il estime que ceux-ci ne lui inspirent pas confiance. « Non, mais les conditions d'un scrutin juste et transparent ne sont pas réunies. Je vous rappelle que c'est le ministère de l'Administration du territoire dirigé par un Général, appuyé de ses préfets qui sont tous militaires et de ses sous-préfets qui sont à 60% issus des forces de défense et de sécurité, qui vont organiser ce référendum. Et donc, dans un environnement où il y a une terreur qui s'abat sur le peuple de Guinée, où il y a la peur, la corruption et donc l'expression de la volonté populaire ne sera jamais prise en compte. Donc, nous, nous ne sommes pas pour cette mascarade, tout juste pour doter le pays d'une Constitution qui permettra à Doumbouya de confisquer le pouvoir », a insisté Cellou Dalein.

Concernant des arguments avancés par le Premier ministre pour justifier son non-recensement, le leader de l'UFDG rejette en bloc ce qu'a avancé son ancien collaborateur. Il revient d'ailleurs sur le film de ce qu'il a subi à Abidjan, le jour où il a voulu se faire enrôler. « On m'a dit "non", que des instructions ont été données par les autorités de Conakry de ne pas me recenser. Je suis allé à un bu-

reau, on m'a renvoyé. On a même fermé le bureau dès mon arrivée pour plier tout et partir. Et donc, je n'ai pas pu me recenser », a-t-il rappelé, avant d'ajouter que l'actuel chef du gouvernement est dans un rôle de défendre tout acte que pose sa hiérarchie quelle qu'en soit la nature. « Le rôle de Bah Oury est de justifier ce que la junte a pris comme décision. Alors moi, je disposais de tous les documents requis. Donc, ce que le Premier ministre dit, c'est de la contre-vérité », a-t-il réagi. Même trois ans en tant qu'exilé politique, le président de l'UFDG n'envisage pas encore un retour possible au pays. En tout cas, pour lui, l'environnement sociopolitique ne lui permet de rentrer en ce moment. « Les conditions de mon retour ne sont pas encore réunies. Il y a trop de haine et de harcèlement. Vous voyez tout ce qu'ils font tous les jours pour empêcher la tenue du Congrès, pour refuser que je m'enrôle dans le fichier électoral, pour déclencher des poursuites fantaisistes contre moi. Donc, j'attends qu'il y ait moins de passion et de haine », a-t-il répondu. Mais dans tous les cas, dit-il, ma place est là-bas auprès du peuple pour mener le combat contre les dérives qui s'annoncent.

Samuel Demba. D

Présidence du parti NFD

La démission surprise de Mouctar Diallo

Dr Mamadou Mouctar Diallo, jusque-là chef de file du parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques), a annoncé, dans une lettre, en date du jeudi 07 août 2025, sa démission de la Présidence du parti et son retrait de la vie politique. Une annonce faite depuis Washington et qui a surpris plus d'un observateur de la scène politique guinéenne de ces dernières années.



« L'UFDG ne se sent pas concernée par cette opération, parce que d'abord, la junte n'a jamais accepté qu'il y ait un dialogue pour définir les termes dans lesquels le retour à l'ordre constitutionnel serait organisé. Elle a toujours fait ce qu'elle a voulu », a déclaré Cellou Dalein Diallo.

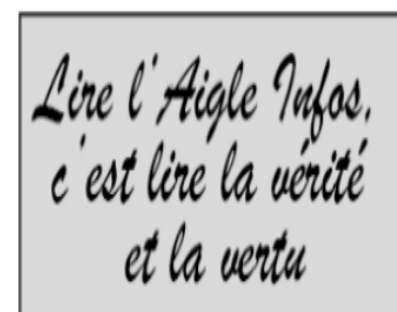
Et d'ajouter : « Nous sommes en train de nous concerter, car au-delà de nos coalitions, il y a beaucoup d'autres partis politiques et des organisations de la société civile qui n'acceptent pas cette constitution imposée, dans la mesure où elle comporte une violation des engagements

pris et du serment que le Général avait prêté, celui de ne pas candidater, ni lui-même, ni les membres du CNRD, ni les membres du Gouvernement... Nous sommes en train de voir comment nous pourrions nous organiser pour effectivement nous opposer à cette autre forme de coup

d'État contre le peuple de Guinée, contre les droits et les libertés des Guinéens de choisir librement leurs dirigeants. Car vous suivez sans doute toutes ces mobilisations, tous ces 'mamayas', comme on le dit chez nous, pour promouvoir et justifier la candidature de Doumbouya, présenté comme un homme providentiel qui doit poursuivre ses chantiers. Pourtant, sa gouvernance a été catastrophique pour le peuple de Guinée, marquée par une violation massive et récurrente des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi que par des disparitions forcées. Vous connaissez le cas de Foniké Mengué, Billo Bah, Marouane et

Minage, au moins quatre acteurs majeurs de la société civile et du journalisme qui sont portés disparus et dont on n'a toujours pas de nouvelles. »

Kéfina Diakité



«Les mères de la liberté» L'histoire des femmes dans les luttes d'indépendance en Guinée



Alors que la Guinée va célébrer les 67 ans de son indépendance dans deux mois, quelle a été la participation des femmes dans cette lutte ? Les mères de la liberté, femmes et luttes pour l'indépendance, de l'écrivaine Kadiatou Konaté, tente de réparer la méconnaissance du grand public concernant les contributions des figures féminines dans l'accession à l'indépendance. Car la part des femmes dans l'avant et l'après colonisation se résume souvent à quelques noms. Mettre un nom sur ces nombreuses femmes souvent omises ou minimisées dans les récits de l'indépendance

est l'objectif. Car, « l'indépendance n'était pas qu'une affaire de costumes-cravate, mais aussi de pagnes, de camisoles, d'étoffes nouées à la taille », introduit le livre publié par les éditions l'Harmattan. Pourtant, lorsque Kadiatou Konaté commence ses recherches sur les héroïnes de l'indépendance, elle ne trouve que trois noms : la martyre de la lutte anticoloniale M'Balía Camara; la camarade de lutte de Sékou Touré Hadja Mafory Bangoura ; et Jeanne Martin Cissé, première femme à présider le Conseil de sécurité de l'ONU. « C'était un gros choc

de retrouver presque toujours les mêmes noms, les mêmes femmes, représentées avec les mêmes informations à chaque recherche », assène l'écrivaine. À la chasse d'un trésor historique Où sont les autres femmes ? Les retrouver prendra trois ans. Trois années de fouilles documentaires, de revues scientifiques, d'archives – dans une Guinée pauvre en politique d'archives et de mémoire – et de rencontres avec des sources orales. Sur 125 pages, Kadiatou Konaté décrit le rôle syndical dans les secteurs de l'éducation et de la santé de l'Union des Femmes de Guinée à partir de 1940. Elle cite le rôle de Nabya Haidara, métisse soussou-libanaise, qui s'est imposée comme une combattante intrépide en gardant le quartier Sandervalia à Conakry où vivait Sékou Touré, leader du PDG-RDA entre 1954 et 1958. Le livre dresse également le portrait détaillé de figures comme Aissatou Ndiaye — fer de lance de la grève contre les impôts coloniaux en 1957 –, Gbèlèya Dienè – présidente des Femmes de Kankan, mobilisant largement les femmes de la région à prendre part au proces-

sus politiques pour l'accession à l'indépendance – et Aissatou Bangoura : « C'est elle qui gérait les réseaux clandestins pour véhiculer les messages du PDG-RDA à l'époque, afin de réorganiser les femmes et de mobiliser d'autres personnes dans les communautés », ajoute l'autrice. Susciter la recherche En Guinée, à part le mémoire d'Idiatou Camara appelé La contribution de la femme de Guinée à la lutte de libération nationale, le livre Les mères de la liberté est le premier ouvrage entièrement dédié aux héroïnes de l'indépendance. « Mon but est de susciter la recherche pour approfondir ce sujet. Qu'il y ait d'autres chercheuses qui travaillent sur le sujet », soutient l'autrice. « C'est important que de tels livres existent », se réjouit sa

préfacière Hadja Saran Daraba, ancienne ministre des Affaires sociales et de la Promotion féminine en Guinée, fondatrice du Réseau des femmes de l'union du fleuve Mano pour la Paix. Parce qu'on méconnaît cette participation des femmes à la lutte pour l'indépendance, à l'animation des partis politiques, et au soutien des syndicats ouvriers. La plus longue grève de Guinée a été soutenue et entretenue par des femmes : c'était la grève des cheminots, qui a duré 72 jours. » L'objectif est de faire en sorte que ce livre ne soit qu'un début. « Parce que le chemin de la redécouverte de son passé est long, notamment en ce qui concerne la question féminine », conclut Hadja Saran Daraba.

RFI

Guinée-Bissau : Le président Umaro Sissoco Embaló officialise sa candidature en indépendant



Le président sortant de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, a annoncé le vendredi 8 août 2025 sa candidature à l'élection présidentielle du 23 novembre. Il se présentera en tant que candidat indépendant sous la bannière de son nouveau mouvement, «Avancer ensemble». « Je ne serai le candidat d'aucun parti politique, car je ne veux être l'otage de personne », a déclaré le chef de l'État. Il ne portera donc pas les couleurs de son propre parti, le Mouve-

ment pour l'alternance démocratique (MADEM G15), mais se dit ouvert au soutien de toutes les forces politiques et de la société civile. Cette annonce a eu lieu lors de la cérémonie d'investiture du nouveau Premier ministre, Braima Camara. Ce dernier a été nommé le jeudi précédent, remplaçant Rui Duarte Barros, limogé le même jour sans explication officielle. Élu en 2019, Umaro Sissoco Embaló avait déjà exprimé en mars son intention de briguer un se-

cond mandat, revenant ainsi sur sa promesse initiale de n'en faire qu'un seul. Cette décision est contestée par l'opposition, qui estime que son mandat s'est terminé en février. La Guinée-Bissau, un pays marqué par une instabilité politique chronique depuis son indépendance, organisera simultanément les élections présidentielle et législatives le 23 novembre.

Source : NET AFRIQUE
Kèfina Diakité

Côte d'Ivoire Marée humaine en Côte d'Ivoire pour réclamer la réintégration de Tidjane Thiam et Laurent Gbagbo



En Côte d'Ivoire, les principaux partis d'opposition, le PDCI-RDA et le PPA-CI, ont organisé une marche de protestation massive ce samedi 9 août 2025 à Yopougon. L'objectif était de réclamer la réintégration de Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam, tous deux exclus de la course à l'élection présidentielle d'octobre 2025. Soutenue par d'autres forces de l'opposition, notamment le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Pascal Affi N'Guessan et Générations et Peuples Solidaires (GPS) de Guillaume Soro, la marche visait également à exiger une réforme électorale, l'ouverture d'un véritable dialogue politique, et à s'opposer à la candidature du président Alassane Ouattara pour un quatrième mandat. Dès le matin, des milliers de militants et sympathisants ont afflué vers le lieu de rassemblement, brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire des slogans comme « Ça suffit ! Chaque Ivoirien a le droit de voter ou de se présenter à l'élection » et « Oui au dialogue politique avec le gouvernement ». Un manifestant a déclaré : « Nous sommes sortis pour dire non à l'exclusion et oui à l'intégration des présidents Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam et de l'ancien Premier ministre Guillaume Soro. » Un autre a ajouté : « Trop, c'est trop ! Nous disons non à la dictature, non au quatrième mandat du président Alassane Ouattara. » Un contexte politique tendu Cette mobilisation, qualifiée d'« historique » par les organisateurs, intervient dans un climat politique particulièrement tendu. À moins

de trois mois du scrutin présidentiel, plusieurs dirigeants de l'opposition, dont Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam, Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, ont été radiés des listes électorales suite à des décisions de justice controversées. Cette situation les exclut de fait de la course présidentielle. L'opposition dénonce une « instrumentalisation de la justice à des fins politiques » et une manœuvre du camp présidentiel pour « verrouiller le processus électoral ». Le gouvernement rejette ces accusations, arguant qu'il applique strictement la loi et que les décisions sont fondées sur des motifs juridiques liés à l'éligibilité. Dans son discours à la nation prononcé pour le 65e anniversaire du pays, le président Alassane Ouattara a assuré que toutes les mesures étaient prises pour garantir la tenue d'un scrutin « apaisé, sécurisé et démocratique ». Enjeux et risques pour la stabilité Bien que la manifestation se soit déroulée sans incidents majeurs, des sources sécuritaires estiment que le climat reste « volatile ». Elles confient que « toute escalade pourrait fragiliser davantage le processus électoral et nuire à la stabilité sociale ».

Les organisateurs ont déjà annoncé d'autres actions de mobilisation pour les semaines à venir, affirmant que leur combat ne se limite pas aux candidatures de deux personnalités, mais qu'il s'agit de « la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit ». Source NET AFRIQUE
Kèfina Diakité